

Rue, le jeudi 31 janvier 2013

Résolution du Parti socialiste fribourgeois, Assemblée des membres

Le Parti socialiste fribourgeois appelle la mise sur pied d'une task force pour maintenir les emplois et l'impression de la presse fribourgeoise à Fribourg

Le PSF a pris connaissance avec consternation de la décision du groupe St-Paul, propriétaire de la Liberté et de la Gruyère, d'imprimer à compter de 2015 ses journaux à l'extérieur du canton. Cette décision implique la disparition d'une cinquantaine d'emplois. C'est un coup dur pour Fribourg. S'il n'y a pas de visée dans ce sens à court terme, il n'en demeure pas moins qu'à moyen terme, cette décision fragilise gravement la position et l'indépendance des journaux fribourgeois. Elle doit être revue. Le PSF appelle les pouvoirs publics, les syndicats et l'entreprise à mettre sur pied une task force visant à maintenir à Fribourg cette imprimerie, à sauver les emplois menacés, et à garantir l'existence et l'indépendance des quotidiens cantonaux.

Cette décision constitue d'abord un coup de poignard dans le dos des salariés concernés. La plupart d'entre eux sont actifs depuis des années pour le Groupe St-Paul. Il leur sera difficile de retrouver un emploi similaire. L'imprimerie en général connaît de fortes restructurations, une situation qui pénalise fortement ceux qui demain devraient trouver un nouvel employeur. Ces licenciements collectifs sont d'autant plus choquants qu'ils émanent d'une entreprise propriété d'une congrégation religieuse, qui s'est à ce jour plutôt illustrée par une approche humaniste de l'économie.

L'externalisation de l'impression ne sera pas sans effet sur les rédactions des journaux concernés. La Liberté, les Freiburger

Nachrichten et la Gruyère font partie du patrimoine fribourgeois et doivent être défendus avec vigueur. Ils incarnent l'indépendance des médias locaux face aux grands groupes nationaux. L'annonce d'une collaboration - même limitée à l'impression pour l'instant - selon certaines sources avec TAMEDIA laisse présager une prise d'influence du grand groupe zurichois. Rappelons ici qu'il est aujourd'hui propriétaire, outre du Tages Anzeiger, du Bund et de la Berner Zeitung côté alémanique, du Temps, du Matin, de 24 heures et de la Tribune de Genève du côté romand. Considérer qu'un tel rapprochement serait sans effet sur les titres du groupe St-Paul paraît dès lors dangereusement optimiste. En renonçant à imprimer lui-même ses journaux, le groupe se place dans une situation de dépendance dangereuse face à ses concurrents.

Pour le PSF, la décision du groupe St-Paul est incompréhensible. Les partis, les pouvoirs publics, les syndicats et les entreprises de la place doivent s'unir pour corriger les plans du Conseil d'administration du groupe.

Il appelle à la mise sur pied immédiate d'une task force ayant pour objectif :

- de sauvegarder les emplois
- de garantir à long terme l'indépendance des titres fribourgeois. Un rapprochement avec TAMEDIA aura des conséquences dramatiques pour la position du canton, pour son identité, pour sa vie politique, associative et sportive.